

SYNTHÈSE BENCHMARK

MISE EN COHÉRENCE ET EN ŒUVRE D'UN PARCOURS ÉDUCATIF ALIMENTAIRE POUR LES ENFANTS DE 0 À 11 ANS



2025 -2026



SCIENCES
PO LYON vi||eurbanne





SOMMAIRE

●	QUELLES INITIATIVES EN FRANCE ET À L'INTERNATIONAL ?	3
●	PANORAMA DES INITIATIVES EN FRANCE ET À L'INTERNATIONAL	4
●	TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INITIATIVES	9
●	APPROCHES COMPLÉMENTAIRES	10
●	ANALYSE DES INITIATIVES TERRITORIALES	11
●	CONCLUSION	12

BENCHMARK

QUELLES INITIATIVES EN FRANCE ET À L'INTERNATIONAL ?

L'éducation à l'alimentation constitue aujourd'hui un enjeu central des politiques publiques locales et internationales. Face aux nouveaux défis sanitaires, environnementaux et sociaux, **de nombreuses collectivités expérimentent des dispositifs visant à transformer les pratiques alimentaires dès le plus jeune âge**. Ces initiatives s'inscrivent souvent dans une approche systémique. Ainsi, dans le cadre de notre étude, nous avons entrepris de réaliser un benchmark des initiatives menées en France et à l'international autour de cette thématique d'éducation à l'alimentation.

Le benchmark réalisé met en lumière plusieurs territoires engagés dans cette dynamique : Rennes, La Couronne, le Québec, Montpellier et Mouans-Sartoux. Ces expériences illustrent la **diversité des modèles d'action publique en matière d'éducation alimentaire**, que ce soit en termes d'échelle territoriale, de gouvernance ou d'acteurs mobilisés.

L'analyse de ces initiatives nous a permis d'identifier les leviers, les contraintes et les conditions de réussite d'un parcours éducatif alimentaire. Ce benchmark vise donc à éclairer les **choix stratégiques possibles pour développer des politiques publiques d'éducation à l'alimentation efficaces et durables**.



BENCHMARK

PANORAMA DES INITIATIVES EN FRANCE ET À L'INTERNATIONAL

Rennes

La métropole de Rennes développe depuis 2023 un **Projet Alimentaire Territorial** (PAT), complété à l'échelle de la ville par un **Projet Alimentaire Durable** (PAD) afin d'agir sur l'ensemble de la chaîne alimentaire, de la production à la consommation en intégrant des enjeux éducatifs, sociaux et environnementaux. L'éducation à l'alimentation s'inscrit dans une politique publique reposant sur une **logique de co-construction avec les acteurs locaux** (citoyens, associations, agriculteurs, institutions). Cette ambition s'appuie sur des moyens humains renforcés, comme le souligne Elena Bardel, chargée de l'animation du PAT de Rennes :

« On a beaucoup augmenté nos moyens en termes d'humains, c'est un peu la base pour poursuivre les projets. »

L'initiative la plus emblématique en matière d'éducation alimentaire est l'**École municipale de cuisine**, créée en 2023. Elle constitue un véritable levier pédagogique structurant autour de deux axes :

- **Sensibilisation des enfants de 5 à 10 ans** via des ateliers de cuisine proposés sur les temps périscolaires favorisant la découverte des produits de saison, et l'apprentissage du fait maison.
- **La formation des cuisiniers à une cuisine plus durable** et la **sensibilisation des agents et animateurs périscolaires**, permettant la diffusion des bonnes pratiques alimentaires.

Ainsi, le modèle rennais présente des **atouts**, notamment une forte structuration politique et institutionnelle et des dispositifs concrets et opérationnels. Cependant, plusieurs **limites** subsistent, dont l'implication encore insuffisante des familles et des difficultés à former durablement les animateurs (turn-over).



À RETENIR

- Créer des lieux dédiés et expérientiels (ex : école de cuisine)
- Former les adultes relais (enseignants, animateurs, cuisiniers)
- S'appuyer sur la restauration collective comme outil éducatif
- Intégrer les familles

BENCHMARK

PANORAMA DES INITIATIVES EN FRANCE ET À L'INTERNATIONAL

La Couronne

La Couronne développe depuis 2021 un **projet éducatif alimentaire**, inscrit dans la continuité du Projet Éducatif de Territoire (PEDT) et repose sur une idée forte : **faire du temps de repas un temps éducatif à part entière**. Dans un contexte marqué par une forte fréquentation de la cantine (jusqu'à 98 %), la cantine devient un levier pour diffuser les bonnes pratiques alimentaires auprès des enfants en :

- **Renforçant la relation éducative entre adultes et enfants** autour de l'alimentation via un encadrement renforcé (1 adulte pour 24 enfants)
- **Développant des animations et apprentissages** autour du temps du repas.

Les professionnels ne sont plus seulement dans une logique de service, mais deviennent des acteurs éducatifs à part entière. Un **poste d'animateur-coordonateur pédagogique** a été créé en ce sens. Il coordonne les actions, forme les équipes et assure la cohérence éducative du projet. Selon Léo Pometti, animateur-coordonateur pédagogique, l'enjeu est de :

« Faire prendre conscience aux agents que ce ne sont pas que des cantiniers et des cantinières qui donnent à manger sans distinction. »

Ces actions menées durant la pause méridienne s'inscrivent dans une **continuité pédagogique**. **Sur le temps scolaire**, avec l'appui des enseignants, les enfants participent à des activités éducatives liées à l'alimentation (découverte des produits, etc.). **Sur le temps périscolaire**, des actions concrètes viennent renforcer ces apprentissages théoriques (visite de fermes, rencontre avec des producteurs, etc.).

Néanmoins, ce projet reste confronté à certaines **limites** comme l'absence de budget dédié, les contraintes liées au programme scolaire limitant certaines actions et des résistances au changement (agents, parents, enseignants).



À RETENIR

- Faire de la cantine un espace d'éducation alimentaire
- Assurer une continuité pédagogique
- Former et revaloriser les professionnels comme acteurs éducatifs (cuisiniers, animateurs, ATSEM)
- Créer un poste d'animateur coordinateur pédagogique

BENCHMARK

PANORAMA DES INITIATIVES EN FRANCE ET À L'INTERNATIONAL

Le Québec

Au Québec, le **Programme d'alimentation scolaire universel** (PASUQ), lancé en 2020, est une initiative visant à poser les bases d'une politique publique à grande échelle. Ce projet repose sur un réseau d'organisations (associations, acteurs de l'économie sociale, experts), fédéré par la Coalition pour une saine alimentation scolaire et se distingue par une **approche combinant accès à l'alimentation et éducation alimentaire**.

Le PASUQ est un **cadre de référence et de plaidoyer**, visant à structurer une future politique publique. L'approche repose sur deux principes centraux :

- **L'accès universel à l'alimentation**
- **Le développement de la littératie alimentaire**

« L'approche repose sur deux volets : nourrir et éduquer. »

Sébastien Desaulniers-Turgeon, coordonnateur du collectif de la coalition pour une saine alimentation scolaire

En ce sens, l'éducation alimentaire est pensée comme mobilisable dans différentes disciplines (mathématiques, sciences, etc.). Cette intégration permet d'ancrer durablement les apprentissages dans le parcours scolaire et encourage la mise en place d'actions concrètes (ateliers culinaires, activités d'éducation au goût, etc.)

Le PASUQ présente des **atouts**, notamment une vision claire articulant nutrition et éducation, la prise en compte des enjeux de santé mentale et surtout une forte mobilisation du tissu associatif. Toutefois, il compte également plusieurs **limites**, comme l'absence de programme universel provoquant la fragmentation des initiatives et la couverture partielle des écoles (environ 800 sur 2 200).



À RETENIR

- Articuler les notions d'éducation et de nutrition
- Développer la littératie alimentaire comme compétence clé
- Intégrer l'alimentation dans les apprentissages scolaires
- Mobiliser un écosystème d'acteurs associatifs

BENCHMARK

PANORAMA DES INITIATIVES EN FRANCE ET À L'INTERNATIONAL

Montpellier

Au cours de la dernière décennie, Montpellier a fait de l'alimentation un axe central de son action publique à travers le programme « **Ma cantine autrement** » (MCA).

La **réduction du gaspillage** constitue un axe prioritaire de ce projet. En effet, à la suite d'un diagnostic réalisé en 2015, la Ville a identifié une surproduction importante, liée au système de table ouverte et a misé sur les **réservations**. Parallèlement, des dispositifs ont été introduits dans les écoles, comme les **tables de tri**, qui permettent aux élèves de visualiser les quantités gaspillées. Cette politique a conduit à une réduction globale du gaspillage de 27 % entre 2016 et 2022.

En complément, la Ville mise sur des **actions pédagogiques ciblées dans 6 écoles par an**, principalement sur le temps périscolaire. Parmi elles, des spectacles éducatifs comme « Opération brocoli » existent. Des livrets pédagogiques sont également utilisés pour accompagner ces apprentissages, avec à la clé une valorisation sous forme de diplôme d'éco-écolier. Les **enseignants sont impliqués** dans le dispositif : ils réutilisent ces outils en classe, afin d'ancrer ces messages dans le temps scolaire via des supports comme des cartes illustrant l'origine des aliments. C'est ce que confirme Marie Massard, adjointe au maire, déléguée à la politique alimentaire et à l'agriculture urbaine :

« L'idée, c'est de travailler avec les enseignants [...]. Par exemple, certains parlent d'alimentation avant de partir à la cantine. »

Ainsi, la démarche MCA se distingue par la réduction du gaspillage, les économies réalisées étant réinvesties dans la qualité alimentaire. Néanmoins, les actions éducatives restent **limitées** au temps périscolaire. Des contraintes organisationnelles compliquent la formation des agents et la coordination des acteurs reste un défi.



À RETENIR

- Réduire le gaspillage alimentaire via des outils techniques et pédagogiques
- Impliquer les enseignants
- Passer d'actions ponctuelles à des dispositifs pédagogiques continus dans le temps (6 écoles pilotes par an dans lesquelles sont menées des actions)

BENCHMARK

PANORAMA DES INITIATIVES EN FRANCE ET À L'INTERNATIONAL

Mouans-Sartoux

La commune de Mouans-Sartoux a développé une politique alimentaire fondée sur **l'articulation entre production locale, restauration scolaire et éducation**. Dès les années 1990 la ville engage une transition vers une alimentation plus saine, aboutissant en 2012 à des cantines 100 % biologiques et majoritairement locales. Cette politique repose sur une **régie agricole municipale**.

En 2016, la ville structure davantage sa démarche en créant la **Maison d'Éducation à l'Alimentation Durable** (MEAD), qui pilote le projet alimentaire territorial. Des dispositifs comme les « **classes champêtres** » permettent aux enfants de passer une semaine en immersion à la ferme municipale, où ils découvrent le lien entre production et alimentation. Ces activités pédagogiques reposent sur une **logique du « faire »**, en impliquant directement les enfants dans des activités de jardinage ou de cuisine. Au-delà des écoles, la MEAD développe une approche élargie en impliquant les habitants à travers des ateliers, des conférences, des festivals. Cette ouverture permet de **diffuser les pratiques alimentaires à l'échelle du territoire**. D'après Sylvain Bourdon, animateur du foncier agricole pour la MEAD :

« L'objectif est de faire naître des occasions de faire de la sensibilisation et de l'apport de connaissances aux gens pour qu'ils comprennent l'intérêt d'avoir une sensibilisation alimentaire. »

La gouvernance du projet repose sur une petite équipe municipale, mais également sur de **nombreux partenariats** (universités, associations).

Le modèle de Mouans-Sartoux repose sur une **forte autonomie alimentaire locale**. Cependant, le système reste dépendant des aléas agricoles et nécessite une forte capacité d'organisation et des financements externes.



À RETENIR

- Articuler production, restauration et éducation dans une logique de système
- Favoriser les pédagogies "actives" pour transformer les pratiques
- Étendre les actions au-delà des écoles
- S'appuyer sur la recherche et les partenariats

BENCHMARK

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INITIATIVES

Territoire	Rennes	La Couronne	Québec	Montpellier	Mouans-Sartoux
Initiative	PAT et PAD	Projet éducatif alimentaire	Programme d'alimentation scolaire universel (PASUQ)	Ma cantine autrement (MCA)	Maison d'éducation à l'alimentation durable (MEAD)
Echelle	Métropole et Ville	Commune	Province	Ville	Commune
Mode de gestion	Pilotage institutionnel	Coordination éducative	Coalition associative	Direction de la Politique Alimentaire	Régie agricole municipale
Acteurs	Métropole, agriculteurs, associations, acteurs de la restauration collective, établissements scolaires	Municipalité, écoles, agents de restauration, agriculteurs locaux, structures éducatives	Associations, acteurs de santé publique, écoles	Ville, écoles, agents de restauration, associations, acteurs agricoles	Municipalité, agriculteurs municipaux, écoles, chercheurs, associations
Actions éducatives	Sensibilisation à l'alimentation durable, école municipale de cuisine	Activités pédagogiques, visites de fermes, animations sur le temps du repas	Littératie alimentaire, sensibilisation à la nutrition et à l'alimentation durable	Conseil Municipal des Enfants, spectacles éducatifs, sensibilisation au gaspillage alimentaire	Classes champêtres, sensibilisation à l'agriculture et à l'alimentation durable
Financement	Région, département, métropole et ville	Pas de financement spécifique	Associations, philanthropie, Plaidoyer pour financement public	Budget municipal et financements publics	Budget municipal, programmes publics

BENCHMARK

PRÉSENTATION D'INITIATIVES COMPLÉMENTAIRES

Vénissieux

Vénissieux développe des **actions ciblées sur le lien entre alimentation et santé**. En partenariat avec les Maisons de l'Enfance, l'Atelier Santé Ville organise des séjours nutrition visant à **sensibiliser** les jeunes aux bonnes pratiques alimentaires et à l'importance de l'activité physique. Par ailleurs, l'**initiative « En mouvement »** consiste en un accompagnement sur deux ans pour les enfants en surpoids, encadrés par une diététicienne et une équipe pluridisciplinaire. Ce modèle se distingue par son **approche médico-sociale individualisée**, centrée sur la prévention et la correction des inégalités de santé. Toutefois, il est orienté vers des publics spécifiques et non vers une transformation des pratiques alimentaires.

Créteil

Créteil développe plusieurs initiatives en matière d'éducation à l'alimentation. Parmi les actions menées, l'événement annuel « **Assiettes en fête** » constitue un temps fort. Pendant plusieurs semaines, les élèves participent à des **ateliers culinaires, des activités sportives et des représentations, en lien avec des thématiques de santé**. Cette initiative favorise une sensibilisation ludique et collective. En parallèle, la ville mène des actions de prévention dans les écoles, notamment dans les quartiers prioritaires, avec des interventions de diététiciens. Ainsi, la Ville a mis en place une diversité d'actions ponctuelles, mais ne développe pas de programme structuré et systémique.

Lyon

La ville de Lyon propose une **approche de l'éducation à l'alimentation intégrée dans son projet éducatif territorial** (2021-2026). Celui-ci articule les différents temps de l'enfant (scolaire, périscolaire, extrascolaire) et mobilise un large réseau d'acteurs institutionnels et associatifs. **La restauration scolaire constitue un levier central**, incluant une part importante de produits biologiques et locaux, ainsi que des menus végétariens. Les enfants sont également impliqués dans l'élaboration des menus. Par ailleurs, la ville organise « **À table Lyon !** », une semaine dédiée à l'alimentation, qui propose des ateliers, conférences et événements ouverts à l'ensemble des habitants. Ainsi, Lyon intègre l'alimentation dans une politique éducative globale.

BENCHMARK

ANALYSE DES INITIATIVES TERRITORIALES

> FORCES

- Approche systémique de l'alimentation
- Diversité des outils pédagogiques : ateliers cuisine, classes à la ferme, livrets éducatifs, spectacles pédagogiques
- Développement de politiques alimentaires territoriales (PAT) qui structurent l'action publique sur l'alimentation
- Implication d'acteurs multiples
- Réduction du gaspillage alimentaire et amélioration de la qualité des repas dans plusieurs programmes éducatifs
- Création de structures dédiées (maisons de l'alimentation, directions de la politique alimentaire)
- Mobilisation associative

> FAIBLESSES

- Dépendance aux financements publics locaux, manque de budgets dédiés
- Manque d'évaluation systématique des impacts
- Manque de coordination entre les acteurs
- Difficulté à intégrer les enseignants dans les dispositifs éducatifs
- Charge de travail supplémentaire pour les agents et d'animateurs
- Dispositifs parfois fragmentés
- Dépendance à des personnes clés (élus, porteurs de projets)
- Manque de formation des professionnels
- Difficulté à mobiliser les familles



> OPPORTUNITÉS

- Croissance de la demande pour une alimentation durable et locale
- Développement des politiques publiques nationales et européennes sur l'alimentation durable
- Renforcement des projets alimentaires territoriaux (PAT) comme outil de structuration des politiques locales
- Développement des circuits courts
- Partenariats avec les producteurs locaux et les acteurs de l'économie sociale et solidaire
- Développement d'infrastructures territoriales (fermes pédagogiques...)

> MENACES

- Contraintes budgétaires des collectivités locales
- Instabilité politique
- Résistance au changement dans les institutions
- Habitudes alimentaires et culturelles parfois éloignées des objectifs nutritionnels
- Inégalités territoriales d'accès à une alimentation de qualité
- Priorités politiques concurrentes dans les politiques publiques locales

BENCHMARK

CONCLUSION

Il existe donc diverses stratégies mises en œuvre pour promouvoir l'éducation à l'alimentation :

Premièrement, les actions se déploient à des échelles territoriales et démographiques très diverses, allant de la petite commune rurale comme La Couronne à la métropole comme Montpellier ou Rennes, jusqu'à l'échelle d'une province entière avec le projet québécois. Néanmoins, si leurs contextes diffèrent, ces initiatives partagent une **ambition commune : transformer la restauration scolaire en un levier de changement systémique touchant à la fois la santé publique, l'économie locale et la préservation de l'environnement.**

De plus, l'analyse de ces lieux révèle une **pluralité de modes de gouvernance** :

- > Maîtrise publique directe et technique (Montpellier, Mouans-Sartoux)
- > Coordination territoriale et institutionnelle (Rennes, La Couronne)
- > Modèle de plaidoyer associatif (Québec)

Sur le plan de la méthodologie, ces projets visent **d'une part la qualité dans l'assiette**, et **d'autre part l'intégration d'actions pédagogiques innovantes.**

Enfin, la question du financement témoigne de réalités contrastées : si certains lieux dépendent de **subventions d'État** ou de la **philanthropie**, d'autres ont réussi à créer un **cycle vertueux où les économies réalisées sont réinjectées** dans la politique alimentaire locale.

